

Nouveau
téléphone
320.36.20D 444 BRESIL: L'ESCADRON DE LA MORT DE RIO
ET L'EVEQUE DE NOVA IGUAÇU

On se souvient de l'enlèvement et du passage à tabac de Mgr Adriano Hypólito, évêque de Nova Iguaçu, le 22 septembre 1976 (Cf. DIAL D 330). L'enquête policière ouverte à l'époque a, depuis, été classée pour "manque de preuves". En réalité, l'évêque de Nova Iguaçu avait été visé pour ses protestations contre les exactions de la police dans la région. La Plaine de Rio ou Baixada Fluminense, cette lointaine banlieue peuplée de plus de deux millions d'habitants, est réputée pour son taux de délinquance et de banditisme. Cela explique les méthodes utilisées par la police locale: tortures et exécutions sommaires de malfaiteurs, exposition de leurs cadavres abandonnés ici et là. Du 1er janvier au 27 mars 1978, la Commission justice et paix du diocèse de Nova Iguaçu parle de 95 cadavres ainsi retrouvés dans cette agglomération. Une moyenne de plus d'une exécution de malfaiteur par jour. Et cela fait des années.

L'évêque vient une nouvelle fois d'être menacé de "châtiment" par un "pouvoir parallèle" que tout le monde s'accorde à reconnaître comme relevant de la police. On lira ci-dessous les informations à ce sujet.

Mgr Adriano Hypólito fait l'objet d'une "surveillance" particulière. En effet, en mai 1977, il avait eu droit à une édition pirate de son bulletin diocésain (un faux numéro 263 avait reproduit le texte des accusations de Mgr Sigaud contre Mgr Casaldáliga - cf. DIAL D 380). En juin 1977 il s'était vu interdire par la 1ère Armée la tenue d'une assemblée sur les droits de l'homme.

(Note DIAL)

1- LETTRE DE LA COMMISSION JUSTICE ET PAIX DU DIOCESE DE NOVA IGUAÇU
AU MINISTRE DE LA JUSTICE (27 mars 1978)Monsieur Armando Falcão
Ministre de la Justice
Brasília

Nova Iguaçu, le 27 mars 1978

Monsieur le Ministre,

A l'heure où la Nation tout entière se mobilise pour la défense des droits de l'homme, la Commission justice et paix du diocèse de Nova Iguaçu ne peut pas ne pas attirer votre attention sur certains faits qui inquiètent de plus en plus la population de la Plaine de Rio.

La Commission diocésaine justice et paix veut ici parler de la recrudescence de la criminalité dans cette région du pays si importante mais particulièrement touchée. L'insécurité généralisée qui y règne, suite au climat de violence engendrée par la répression policière, contribue sans aucun doute à créer un état de tension, d'appréhension et de peur chez la plupart des habitants qui vaquent dans l'ordre à leurs occupations. C'est pourquoi ils attendent précisément des autorités compétentes de ce pays, sur le plan de l'ordre public, qu'elles prennent les moyens de faire régner la paix et la justice dans la collectivité.

Cela étant, Monsieur le Ministre, nous portons à votre connaissance certains faits qui, à notre modeste point de vue, vous permettront de mieux apprécier le problème de la criminalité dans la Plaine de Rio. Mais auparavant nous vous invitons à vous joindre au groupe de ceux qui, aujourd'hui, se montrent particulièrement intéressés à extirper de la société les nids de violence qui sont la conséquence naturelle de la détérioration des conditions d'existence pour des milliers et des milliers de brésiliens vivant en marge des grands centres urbains, comme c'est le cas, ici, de la population de la Plaine de Rio.

Les faits. De janvier à cette date (mars 1978), pas moins de quatre-vingt quinze (95) cadavres ont été trouvés dans notre région. Une quatre-vingt seizième personne a été séquestrée dans la localité de Queimados, dans le district de Nova Iguaçu, et a disparu.

Quelques considérations sur les causes et conséquences. Un penseur latin a dit qu'une profusion de lois dénote aussi la corruption. En admettant que la formule soit dépassée, nous pensons donc qu'au Brésil les lois existantes sont là pour la défense des institutions et de la moralité. Elles ont été élaborées, comme il se doit, pour garantir l'équilibre dans l'ordre entre les institutions et les divers composants de la collectivité, c'est-à-dire les diverses tendances qui forment le "tout" social de façon à vivre en harmonie, dans le respect des dispositions préalables de la loi.

La réalité cependant, ainsi qu'il arrive habituellement entre la théorie et la pratique, loin de faire preuve d'harmonie fait au contraire quotidiennement montre d'une brutalité grandissante. Comme si la loi n'existait pas. Aussi est-il impératif, avant tout autre chose, de repousser ce qui est qualifié - avec une légèreté extraordinaire - de fait isolé, une notion sociologique en réalité inexistante. Un passage à tabac, un lynchage ou tout autre type de violence pratiqué dans le Piauí entre inexorablement, à l'heure actuelle, dans le même contexte de violence où qu'elle soit pratiquée, que ce soit dans la Plaine de Rio ou en n'importe quel autre lieu du Brésil. Il y a des faits qui, par comparaison, éclipsent d'autres faits de moindre importance et irradient de leurs reflets l'ensemble de la nation. Un exemple: la violence dans la Plaine de Rio, et plus spécialement à Nova Iguaçu.

Sur ces quatre-vingt quinze cadavres, un détail curieux retiendrait même l'attention des personnes les moins avisées. Pour les autres personnes habituées à de tels cas, c'est là tout simplement une routine sinistre: sur tous les cadavres, en plus des traces de sévices - allant de la castration à la mutilation d'autres organes - on relève des indices montrant que les personnes tuées ont été préalablement ligotées. Ce n'est pas le lieu de se poser des questions mais simplement, et malheureusement, de constater ceci: quatre-vingt

quinze cadavres torturés, mutilés, avec des traces de liens; une personne séquestrée et, à ce jour, disparue. Voilà de quoi faire réfléchir!

Nous savons, au-delà de ce que nous voyons et vivons, que la Plaine de Rio est le dépotoir de tous les rejets de la vie économique du Brésil. On trouve ici des gens venus aussi bien du Territoire de l'Acre que du Rio Grande do Sul. Poussés par le besoin de survie végétative, ils affluent vers les grands centres urbains pour s'installer dans leurs périphéries. C'est dans la Plaine de Rio, pas encore affectée - du moins jusqu'à un certain point - par la spéculation immobilière, que viennent se fixer les pauvres des autres Etats de la Fédération. Ils édifient des baraques pour abriter leur famille puis commencent leur chemin de croix quotidien: voyager et dormir. Dans ce contexte le travail perd toute sa signification.

La rémunération du travail suffit à peine pour payer les transports, le loyer de la baraque ou la location du morceau de terrain sur lequel le nouvel arrivé a rêvé qu'un jour il pourrait construire une petite maison en dur. De telles maisons ne sont, dans 95% des cas, jamais terminées. Mais dans ces baraques ou semi-maisons ce sont des personnes qui habitent, des gens qui respirent, et qui ont donc besoin de manger. C'est alors qu'au phénomène généralisé de l'habitation inachevée s'ajoute celui d'une alimentation insuffisante. Puis cet autre, à titre de conséquence, de l'inversion de l'espoir des familles venues dans la grande ville. C'est le désespoir, le découragement et la révolte qui règnent désormais.

Les faits que nous soulignons, et qui se produisent au moment où nous constatons le massacre de quatre-vingt quinze personnes, devraient normalement être de nature à encourager les esprits soucieux de rechercher une solution pour la Plaine de Rio. Mais le problème résulte d'une accumulation, déjà ancienne, de mépris et d'abandon de ces parias migrants. D'après une statistique optimiste, il y a au minimum deux millions de personnes dans ce véritable camp de concentration non officiel qu'est aujourd'hui la Plaine de Rio.

Pendant que les chefs de famille voyagent, dorment, travaillent, les autres membres de leur famille grandissent dans des maisons inachevées; en eux s'infiltré insidieusement les germes du découragement, du désespoir, de la révolte et, à titre de conséquence, de la délinquance.

Alors que se construisent des ponts, des viaducs, des centres pour défilés de mode ou présentation des technologies dernier-cri, etc., les marginaux qui sont démunis de tout ne peuvent pas ne pas prendre connaissance de ces avancées et ne pas chercher à s'en approprier illégalement les restes. D'où la marginalité, la délinquance, les attaques à main armée.

La remarque d'un expert en criminalité est d'une réalité cruelle et devient d'une actualité pressante: "L'installation d'un lampadaire dans une rue obscure est suffisante pour faire diminuer le nombre des crimes qui s'y commettent" (Carrara).

Dans l'attente de toute mesure concrète pour la solution d'un tel problème commun, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La Commission Justice et Paix
(signé: cf. page suivante)

Mgr Adriano Hypólito, évêque du diocèse
Paulo Amaral
Luíz Thomaz
Hugo de Vasconcelos Paiva
Robinson Azeredo
João de Nijs
Richard Quelette
Mussoline Daher Chedier
Eder Rodrigues
Vitor Bertoli

N.B.: Copie de cette lettre a été envoyée au Gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, au Secrétaire d'Etat à la sûreté publique de l'Etat de Rio de Janeiro, aux autres Commissions diocésaines justice et paix, au président de l'Ordre des avocats du Brésil, à diverses autres autorités et à la presse.

2- COMMUNIQUE DU DIOCESE DE NOVA IGUAÇU (2 avril 1978)

A l'ensemble de la population de Nova Iguaçu
et plus spécialement aux prêtres, aux religieux et religieuses
ainsi qu'aux fidèles du diocèse

Le Jeudi-Saint (1), nous avons appris que de nouvelles menaces avaient été adressées à notre évêque Mgr Adriano Hypólito: "L'évêque de Nova Iguaçu n'a pas retenu la leçon", aussi un plan de "nouveau châtiment", mais cette fois plus violent, serait-il en préparation, de sorte que "cet évêque qui ne veut pas la fermer passerait quelques mois à l'hôpital". C'est pourquoi Mgr Adriano serait suivi depuis quelque temps, y compris d'hélicoptère, dans ses déplacements pastoraux et ses visites aux diverses communautés. Une date aurait été marquée pour le châtiment, mais l'affaire aurait ratée et été remise à plus tard.

Simple racontards, comme il en court si souvent et qui s'avèrent sans fondement? Ballon d'essai? Tentative d'intimidation? Ou bien guerre psychologique pour gêner la pastorale du diocèse?

Certains indices portent à croire qu'il ne s'agit pas seulement d'un faux bruit mais d'un plan élaboré par des gens qui ont perdu tout sens de la justice sociale et de l'amour du prochain, et qui ne comprennent pas les efforts de l'Eglise dans le sens de la paix.

Nous aurions pu n'en pas tenir compte ou le prendre pour un bobard s'il n'y avait eu précédemment des menaces suivies d'enlèvement effectif, fait qui a révolté l'opinion publique nationale et internationale, ainsi qu'une enquête policière qui, après de nombreux interrogatoires et des promesses de fermeté, a été classée par les autorités militaires et policières "pour manque de preuves".

Ce serait faire preuve d'ingénuité et même d'irresponsabilité que de ne pas se préoccuper de menaces voilées ou claires proférées contre la personne de notre évêque, mais qui visent en réalité l'Eglise catholique de notre pays. Elles visent ^{aussi} à réduire au silence notre diocèse qui, dans la fidélité to-

tale à Jésus-Christ et à l'évangile, a choisi la conscientisation des gens de la Plaine de Rio et la défense des marginaux contre un ordre social injuste.

Devant ces événements et suite aux révélations faites, le Conseil presbytéral du diocèse de Nova Iguaçu a, dans sa session du 28 mars dernier, chargé la Commission diocésaine justice et paix d'exprimer la position du diocèse face aux menaces actuelles. Nous ne pouvons pas nous taire. Nous devons informer la population et, surtout, les fidèles de notre diocèse.

La Commission diocésaine justice et paix s'est réunie le 1er avril dernier en session extraordinaire et a décidé, à l'unanimité, d'apporter son soutien à l'évêque de Nova Iguaçu, de lui exprimer sa solidarité et de protester contre la violation des droits de l'homme et de l'ordre juridique du pays. Cette violation est planifiée et pratiquée, cette fois encore, par un pouvoir parallèle qui, dans l'anonymat et en vertu de sa dynamique propre, s'arroge une autorité qu'il n'a pas et se montre capable de toutes les violences possibles pour mener à bien ses objectifs criminels.

L'heure est venue d'une nouvelle action conjointe des forces de notre diocèse en faveur de la justice. Il faut mobiliser l'opinion publique. Il faut dénoncer publiquement l'insécurité dans laquelle nous vivons, et même rappeler l'enlèvement et les crimes qui ne sont ni convenablement élucidés ni, à plus forte raison, punis.

Au nom du diocèse et du Conseil presbytéral, la Commission diocésaine justice et paix demande que ce communiqué urgent et nécessaire soit lu aux fidèles à toutes les messes et dans toutes les réunions du dimanche 9 avril afin d'inviter les communautés à prier et à exprimer leur solidarité à Mgr Adriano. Nous sommes tous en état d'alerte dans la foi et la fraternité.

Nova Iguaçu, le 2 avril 1978
La Commission diocésaine justice et paix
en son nom propre
et au nom du Conseil presbytéral du diocèse

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)
(par avion: tarif sur demande)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441